

La France attire les jeunes agriculteurs grâce à des avantages

Par Barry Wilson
Bureau d'Ottawa

QUÉBEC — Malgré un système élaboré de primes de rendement et de programmes coopératifs gouvernementaux visant à attirer les jeunes agriculteurs, la France perd toujours deux fois plus d'agriculteurs qu'elle n'en attire chaque année.

Mickaël Poillion, représentant de Jeunes agriculteurs de France, a déclaré lors de la conférence sur le transfert de ferme le 28 août dernier qu'il s'agissait d'une amélioration.

« Ce n'est pas acceptable, mais c'est un progrès », a-t-il affirmé lors de la conférence organisée par le Conseil canadien de la gestion d'entreprise agricole. Dans les années 1990, trois agriculteurs français ont quitté leur terre dès qu'un nouveau arrivait.

L'Union européenne et la France ont une collection vertigineuse de subventions et de primes de rendement visant à aider les jeunes à entrer dans l'industrie. Leur but est d'aider 6 000 des 16 000 nouveaux arrivants chaque année.

Ces aides varient entre des prêts, des consultations professionnelles et une préférence pour les nouveaux arrivants dès qu'une terre agricole française est libre.

En attendant, le système coopératif français encourage les jeunes agriculteurs à rejoindre celui-ci et leur propose des programmes visant à rendre l'agriculture plus attrayante.

Les coopératives de matériel réduisent le besoin qu'ont les jeunes agriculteurs d'acheter de l'équipement onéreux, tandis que la location étendue de terrains supprime souvent leur besoin d'investir dans des terrains coûteux.

Un service national de suppléance des travailleurs offre une aide temporaire pour le travail à la ferme aux agriculteurs absents pour des motifs de conférence, de formation ou de vacances.

« C'est une réalité, affirma Mickael Poillion. Nous prenons des vacances. »

Il existe également un congé annuel pour passer du temps avec sa famille, selon le nombre d'enfants.

« Dans ces circonstances, il existe des services de suppléance des travailleurs et les jeunes agriculteurs en ont la priorité », affirme-t-il.

Selon le défenseur des jeunes agriculteurs qui travaille dans une entreprise agricole dans le nord de Paris avec ses parents, il s'agit de la seule façon d'attirer les jeunes dans l'industrie agricole.

« Un jeune agriculteur doit sentir qu'il est bien accueilli par la génération descendante et par la société, dit-il. Nous devons toujours rappeler au gouvernement qu'il est impossible d'avoir une entreprise agricole florissante sans un plan de transfert. »

Auparavant, Édouard de Sainte Maresville, représentant du réseau des conseils agricoles de France, a présenté les différentes réactions de la France et des gouvernements européens.

Malgré le fait que chaque année, en France, on cesse la production dans plus d'un million d'acres de terres agricoles, il affirme qu'il existe de nombreux programmes visant à attirer les agriculteurs.

Il existe des prêts à faibles intérêts, des subventions dont le montant augmente selon la difficulté du terrain agricole et un registre visant à jumeler les producteurs agricoles qui prennent leur retraite avec les jeunes agriculteurs qui espèrent débiter dans leur entreprise.

Les demandeurs admissibles doivent détenir une formation et offrir un plan d'affaires crédible. Les agriculteurs débutants sont privilégiés non seulement dans l'accès aux terrains agricoles libres, mais également dans l'obtention de contingent de production.

« Il existe de nombreux programmes visant à atteindre l'objectif d'aider 6 000 nouveaux agriculteurs chaque année », affirme-t-il.

Franck Groeneweg, producteur agricole d'Edgeley, en Saskatchewan, né en France avec ses trois frères et ses parents qui y travaillent toujours, n'était pas impressionné.

Il a publiquement contesté la description qu'a faite Édouard de Sainte Maresville de la serviabilité des programmes gouvernementaux.

Dans une entrevue subséquente, il a déclaré que le système français et européen est si bureaucratique et lourd pour les agriculteurs actuels qu'il ne fait pas autant pour les jeunes agriculteurs que le modèle d'affaires le montre.

« C'est un système très complexe et très alambiqué qui ne fonctionne pas bien, dit-il. Il fonctionne mieux sur papier qu'en pratique. J'aimerais faire une analogie avec la Commission canadienne du blé. Je ne souhaite pas qu'elle disparaisse, mais je ne vois pas les avantages vantés par sa théorie et ses partisans. »

Franck Groeneweg a semé 10 000 acres de cultures dans ses Green Atlantic Farms cette année et la récolte débute cette semaine.